



Déclaration préalable au CSAM JS du 30 janvier 2025
(Intégrale, car le temps nous étant limité, il nous a fallu faire des coupes. Elles sont signalées en bleu.)

Sommes-nous Frosine ou Harpagon ?

FROSINE.

C'est une fille qui vous apportera douze mille livres de rente.

HARPAGON.

Douze mille livres de rente !

FROSINE.

Oui. Premièrement, elle est nourrie et élevée dans une grande épargne de bouche. C'est une fille accoutumée à vivre de salade, de lait, de fromage et de pommes, et à laquelle par conséquent il ne faudra ni table bien servie, ni consommés exquis, ni orges mondés perpétuels, ni les autres délicatesses qu'il faudrait pour une autre femme ; et cela ne va pas à si peu de chose, qu'il ne monte bien, tous les ans, à trois mille francs pour le moins. Outre cela, elle n'est curieuse que d'une propreté fort simple, et n'aime point les superbes habits, ni les riches bijoux, ni les meubles somptueux, où donnent ses pareilles avec tant de chaleur ; et cet article-là vaut plus de quatre mille livres par an. De plus, elle a une aversion horrible pour le jeu, ce qui n'est pas commun aux femmes d'aujourd'hui ; et j'en sais une de nos quartiers qui a perdu, à trente-et-quarante, vingt mille francs cette année. Mais n'en prenons rien que le quart. Cinq mille francs au jeu par an, et quatre mille francs en habits et bijoux, cela fait neuf mille livres ; et mille écus que nous mettons pour la nourriture, ne voilà-t-il pas par année vos douze mille francs bien comptés ?

HARPAGON.

Oui, cela n'est pas mal ; mais ce compte-là n'est rien de réel.

FROSINE.

Pardonnez-moi. N'est-ce pas quelque chose de réel, que de vous apporter en mariage une grande sobriété ; l'héritage d'un grand amour de simplicité de parure, et l'acquisition d'un grand fonds de haine pour le jeu ?

HARPAGON.

C'est une raillerie, que de vouloir me constituer son dot de toutes les dépenses qu'elle ne fera point.

L'avare – II-5

Molière

Molière, dans sa pièce, explique que l'accumulation de capital se fait contre le bonheur des enfants. Avec d'autres mots : contre les générations futures.

Imaginons Frosine et Harpagon se disputant sur le PLF en commission mixte paritaire. Frosine fait de son mieux pour couper dans la dépense publique en gelant par avance le train de vie, mais Harpagon en bon capitaliste veut de la rente, immédiate. Nous savons que ce ne sera jamais assez pour les Harpagon déguisés en premiers ministres (ou l'inverse, premiers ministres déguisés en

Harpagon) qui moulinent des bras au risque du salut hitlérien (ailleurs), ou envoient des mots doux aux extrêmes droites.

La feuille de route « Jeunesse et Sports » est à l'inverse de l'héritage des « Jeux » !

Les budgets des collectivités sont en train d'être votés. Une ligne générale se constate : le soutien public à la Culture, au Sport, à la Vie associative est laminé. Dix régions ont voté leur budget 2025 au mois de décembre 2024. Les chiffres sont là : Jeunesse, Sports et Culture subissent des coupes variables allant de 20 à 50%.

Les coups de rabot de l'Etat amplifieront la régression. Les ministres tiennent les rabots.

Le 16 janvier le Sénat a débattu d'un amendement gouvernemental supprimant 34 millions sur le sport. Droite et Gauche s'y sont opposés.

Ca, c'est le BOP 219.

Pour le BOP 163, ce même 16 janvier, le Sénat a voté la suppression de 80 millions d'euros pris sur le budget du Service national universel. Il a même proposé sa suppression.

Toujours le 16 janvier, une directive de la DJEPVA gèle des crédits sur tout le BOP 163 : FDVA, soutien aux associations, colos apprenantes, SNU, service civique, FONJEP, Information jeunesse. Du jamais vu.

Les effets désastreux de la combinaison des coups de rabot

Les coupes budgétaires conjuguées des différentes politiques publiques (collectivités locales et Etat) ne peuvent à court terme que contribuer au démantèlement et à la disparition du ministère via des mises en agences ou délégations multiples à la recherche de financements d'opportunités. Ainsi le devenir des CREPS est d'autant plus assombri qu'il va encaisser en cascades les coupes du 219, les suppressions budgétaires des Régions et les concurrences du secteur privé y compris lucratif.

Le SNPJS-CGT ne versera pas de larmes sur le SNU, ni même sur d'autres programmes qui rabougrirent tous les métiers spécifiques Jeunesse et Sports sur le suivi d'indicateurs de performance inadaptés. Nous regrettons cependant que les crédits votés en suppression ne soient pas redirigés sur l'éducation populaire. En matière sportive, nous portons une proposition visant l'efficacité : la suppression de l'agence nationale du sport et la réintégration de ses missions et de ses moyens à la direction des sports et à l'INSEP.

L'absent des discussions : le BOP 214

Les acteurs du sport se sont saisis du moment pour protester et porter des ambitions dignes de l'héritage des jeux. Nous saluons ces initiatives. Mais Jeunesse et Sports n'est vu qu'à travers le prisme de ses crédits d'intervention. Jamais en terme de portage humain, administratif, d'inspection, technique et pédagogique. Il faut parler de l'autre BOP, le 214.

Dans les services, le gel est déjà là : limitation drastique des déplacements, refus des formations, et donc annulation de formations.

D'autres gels s'illustrent dans l'ordre du jour de ce CSA : à l'agenda social, les travaux sur les rémunérations, les carrières, la formation continue, les conditions de travail sont au point mort ; on réalise des vademecum. Madame la ministre, intéressez-vous aussi à ce BOP 214.

Cependant, quelque soit le budget, demeure une seule et même stratégie, une politique globale de défiance à l'égard du service public, des fonctionnaires et de leurs représentants. La Loi de transformation de la Fonction Publique organise tout cela.

Mais le plus dramatique dans tout ce scénario c'est l'aggravation prévisible du sens des métiers et des missions. Dans un contexte où l'intégration au MEN n'est déjà pas satisfaisante et où de réelles craintes sont liées au fait que les hiérarchies de proximité jouent avec la nature des emplois comme bon leur semble, tout est possible sans cartographie nationale des postes et sans instances de dialogue social local spécifique à JS.

Madame la ministre parce que nous portons des missions de développement plutôt que des programmes, nous voulons vous entendre sur le BOP des moyens supports à la politique SJVA. Elles ne se mesurent pas au nombre de piscines ou de colos apprenantes, mais à notre capacité de mise en œuvre, d'expertise, de mobilisation de la société civile, d'expérimentation, de formation, donc au nombre de ses agents et aux moyens dédiés à leur mise au travail.

Créer des instances de dialogue social local spécifiques à jeunesse et sports vous permettrait d'opérer une véritable articulation du local au national entre vous et vos agents.

Quelle vie voulez-vous pour Elise et Valère, les enfants d'Harpagon ?

Harpagon a de l'argent. Sa cassette est dans le jardin.

Marie-Christine BASTIEN SNPJS-CGT